

Question 1 :

Ces différentes cibles sont justifiées. On parle beaucoup des terminaux, mais pas assez **de l'usage** (captation de l'attention, transport et surtout stockage des données). Il nous semble qu'il faudrait mettre l'accent sur cet aspect

Questions 2/3/5 : pas d'avis sur ces aspects très techniques

Question 4 : réduction de l'empreinte environnementale des contenus multimédia :

- Mise en place d'une tarification (taxation ?) de la mise en ligne des vidéos à partir d'un certain volume (en Go) à définir-> ferait baisser la « vidéo-logorrhée » actuelle ; les ressources dégagées pourraient permettre de prendre en compte les besoins spécifiques des personnes EHS
- Limitation de la définition des vidéos : Pas besoin de haute définition pour des vidéos visionnés sur petits écrans. Cette limitation serait facile à mettre en place en tarifiant/ taxant les volumes des données transmises (voir alinéat ci-dessus)

Question 6 : C'est toute la « chaîne » du numérique qu'il faut interroger : la fabrication et l'obsolescence des terminaux, la mise en ligne de données toujours plus massives, le stockage de ces données et l'incitation des algorithmes méthodiquement programmée à ne pas nous faire lever les yeux de nos écrans.

L'avènement en cours de la réalité augmentée va être une source supplémentaire de boulimie de gigaoctets.

Il est difficile de lutter contre cette déferlante, mais il est possible de responsabiliser la population en leur expliquant que les clouds ne sont pas des nuages immatériels et que si l'exponentielle de la consommation électrique du numérique poursuivait sa course folle, on risquerait à moyen terme de manquer d'énergie pour la produire.

Pour le CNAFAL, François Vetter